

DROGUES ET USAGES DE DROGUES EN FRANCE

ÉTAT DES LIEUX ET TENDANCES RÉCENTES 2007-2009

**Neuvième édition du rapport national
du dispositif TREND**

**Agnès Cadet-Taïrou
Michel Gandilhon
Emmanuel Lahaie
Matthieu Chalumeau
Anaëlle Coquelin
Abdalla Toufik**

SOMMAIRE

CONTRIBUTIONS	5
AVANT-PROPOS	11
GUIDE DE LECTURE	12
ORGANISATION ET MODALITÉS DE FONCTIONNEMENT DU DISPOSITIF TREND	14
APPROCHE TRANSVERSALE	21
ESPACES ET POPULATIONS	22
ESPACE URBAIN	23
ESPACE FESTIF	31
MODES D'USAGE	41
L'INJECTION	41
SNIFF ET AUTRES MODES D'USAGE	47
SANTÉ DES USAGERS	50
MORBIDITÉ GÉNÉRALE	50
INFECTIONS VIRALES, HÉPATITES ET SIDA	54
SURDOSES	67
ESPACES, POPULATIONS ET PRATIQUES, PHÉNOMÈNES MARQUANTS DEPUIS 2007	70
TRAFIC DE PROXIMITÉ	77
TRAFIC DE PROXIMITÉ, PHÉNOMÈNES MARQUANTS DEPUIS 2007	83

APPROCHE PAR PRODUIT	90
LES OPIACÉS	91
L'HÉROÏNE	93
LA SITUATION	94
PHÉNOMÈNES MARQUANTS DEPUIS 2007	106
À SIGNALER	112
LES PRODUITS DE SUBSTITUTION DÉTOURNÉS DE LEUR USAGE	114
LA BHD	119
LA SITUATION	119
PHÉNOMÈNES MARQUANTS DEPUIS 2007	131
À SIGNALER	134
LA MÉTHADONE	137
LA SITUATION	137
PHÉNOMÈNES MARQUANTS DEPUIS 2007	143
À SIGNALER	144
LE SULFATE DE MORPHINE	146
LA SITUATION	147
PHÉNOMÈNES MARQUANTS DEPUIS 2007	152
LA CODÉINE	153
L'OPIUM, LE RACHACHA ET LES AUTRES OPIACÉS	155
LES STIMULANTS	159
LA COCAÏNE ET LE CRACK	160
LA SITUATION	162
PHÉNOMÈNES MARQUANTS DEPUIS 2007	178
À SIGNALER	180
L'ECSTASY (MDMA)	181
LA SITUATION	182
PHÉNOMÈNES MARQUANTS DEPUIS 2007	187
L'AMPHÉTAMINE ET LA MÉTHAMPHÉTAMINE	188
LA SITUATION	189
PHÉNOMÈNES MARQUANTS DEPUIS 2007	192

LES AUTRES STIMULANTS EN CIRCULATION	193
STIMULANTS SYNTHÉTIQUES	193
STIMULANTS NATURELS	194
LES HALLUCINOGENÈS	196
LES HALLUCINOGENÈS NATURELS	197
LA SITUATION	198
PHÉNOMÈNES MARQUANTS DEPUIS 2007	207
À SIGNALER	207
LES HALLUCINOGENÈS SYNTHÉTIQUES	209
LE LSD	209
LA KÉTAMINE	215
LE GHB / GBL	222
LE 2C-B	227
PHÉNOMÈNES MARQUANTS DEPUIS 2007	228
À SIGNALER	231
LES SOLVANTS	232
LES POPPERS	233
LES MÉDICAMENTS PSYCHOTROPES NON OPIACÉS DÉTOURNÉS DE LEUR USAGE	237
LA SITUATION	239
PHÉNOMÈNES MARQUANTS DEPUIS 2007	243
À SIGNALER	245
ANNEXES	
BIBLIOGRAPHIE	247
GLOSSAIRE	254
LISTE DES SIGLES	268
SYNTHÈSE : ÉLÉMENTS MARQUANTS 2007-2008 ET PREMIÈRES OBSERVATIONS 2009	270

CONTRIBUTIONS

Directeur de publication

Jean-Michel Costes, directeur de l'OFDT

Responsable du projet

Agnès Cadet Tairou, responsable du pôle « Tendances récentes », OFDT

Rédaction du rapport et analyse de données

Agnès Cadet Tairou

Michel Gandilhon, chargé d'étude, OFDT

Emmanuel Lahaie, chargé d'étude, OFDT

Matthieu Chalumeau, chargé d'étude, OFDT

Anaëlle Coquelin, chargé d'étude, OFDT

Abdalla Toufik, responsable du pôle International, OFDT

Remerciements

Secrétariat TREND/SINTES

Valérie Mougnot

Relecture du rapport

Julie-Emilie Adès, OFDT

Tiphaine Canarelli, OFDT

Hélène Martineau, OFDT

Maquette et suivi de fabrication

Frédérique Million, OFDT

Réseau TREND-Sintes en 2007 et 2008

Bordeaux

Coordination TREND et Sintes

Jean-Michel Delile, coordinateur

Anne-Cécile Rahis, coordinatrice

Enquêteurs

Agnès Creyemey (CEID/TREND SINTES), Marion Gabe (Association Autrement), Florent Gros (Association Autrement), Jean-Hugues Morales (CEID).

Lille

Coordination TREND et SINTES

Laurent Plancke, CSST Le Cèdre Bleu

Enquêteurs

Delphine Ygout, Charlotte Lion, Laurent Plancke, Sylvain Wallart

Autres collecteurs Sintes

Peggy Debaisieux, Youssef Saïdi, Sandrine Vilfroy

Observateurs 2008 : Zosime Etienne, Fabrice Renouard

Marseille

Coordination TREND et SINTES

Etienne Zurbach, coordinateur, CIRDD PACA, AMPTA

Emmanuelle Hoareau, co-coordinatrice,

Sarah Vernier, co-coordinatrice (de janv. à juillet 2007), chargée d'observation CIRDD PACA

Coopération scientifique : Professeur Xavier Thirion, Laboratoire de santé Publique, Catherine Reynaud (GRVS)

Enquêteurs

Emmanuelle Hoareau (GRVS), Sylvie Priez (AMPTA),

Camille Grimaud (GRVS/ TREND/ SINTES) en 2008

Alexandra Consiglio (SINTES), Sarah Vernier (SINTES) Nicolas Giorni (Entractes Nice, SINTES) Karim Bekkar (SINTES), Mélodie Picard (SINTES) Hans Gadelius (SINTES)

Metz

Coordination TREND et SINTES

Olivier Romain (Directeur du CSST Les Wads , responsable Trend)

Sylvie Balteau (Les Wads, référent médical Trend / Sintes)

Dominique Frey (CMSEA – Service « En Amont », coordinateur Trend)

Fabienne Bailly Lefort (Les Wads – Service « En Amont », référente 2008 des groupes de professionnels Trend)

Catherine Bray- Tomassi, (service « En Amont » - C.S.S.T. « Les Wads », référente 2007 des groupes de professionnels Trend)

Michel Monzel (CMSEA – Service « En Amont », référent du réseau ethnographique Trend)

Yvon Schléret (Directeur de l'ORSAS-Lorraine, accompagnement méthodologique et rédacteur final)

Enquêteurs

Aurélien De Marne (Equipe de prévention spécialisée du Conseil général 54-TREND/Sintes).

Sylvain Fleurant (CMSEA/Trend Sintes), Philippe Haffner (CSST La Croisée/TREND Sintes),

Michel Monzel (CMSEA/Trend Sintes) ;

Observations : Corinne Gilomini et Adrien Herter (Délégation Aides 57), Camille Muller (Eklectic Sound Culture, Nadia Cerise CAARRUD La Boutique L'Echange, Marius Renaud CAARRUD CMSEA, Hemdaoui Samira, Association « Ni pute, Ni soumise », Nicolas Reuter (CMSEA - Service « En Amont »)

Paris

Coordination TREND

Sandrine Halfen (Observatoire régional de santé d'Ile-de-France)

Catherine Vincelet (Observatoire régional de santé d'Ile-de-France)

Isabelle Grémy (Directeur de l'Observatoire régional de santé d'Ile-de-France)

Coordination SINTES-Observation

Nicolas Bonnet (Apothicom puis Hôpital sans tabac à partir de juin 2008)

Enquêteurs

Charles Galand (coordinateur TREND espace festif 2007), Grégory Pfau (coordinateur

TREND espace festif 2008), Guillaume Pfau (coordinateur espace urbain, 2007, SINTES),

Gabriela Valeira (coordinateur TREND espace urbain, 2008),

Collecteurs SINTES

Nicolas Bonnet, Vincent Benso, Astrid Decroix, François Diot, Max Fity

Marianne Goldfarb, Sebastien Henot ,Jimmy kempfer, Jean-Jack Le Bacquer, Mathieu

Legrand-Demarchelier, Jacques Mallet, Denis Pedowska, Pascal Perez, Cyril Pitaval,

Brahim Riyachi , Lionel Sayag .

Rennes

Coordination

Chantal Amar (Directrice du CIRDD, Coordinatrice du dispositif TREND-SINTES – Bretagne)
Guillaume Girard (Co-Coordinateur TREND-SINTES – Bretagne)
Gwenaëlle Boscher (Co-Coordinatrice TREND-SINTES – Bretagne)
Soutien de Françoise Gualde (CIRDD), Marie-George Léonard (CIRDD), Gwenaël Carvou, (CIRDD)

Enquêteurs

Mylène Guillaume (Enquêtrice, responsable d'observation en milieu urbain TREND)
Maud Derouard (Enquêteur, responsable d'observation en milieu festif TREND)
Nicolas Matenot (Enquêteur, responsable d'observation en milieu festif TREND)

Toulouse

Coordination

Guillaume Sudérie, coordonnateur

Enquêteurs

Natacha Baboulène, Sandrine Fournier, Serge Escots, Céline Le Ven, Fabien Sarniguet,
Elsa Raczymow, Édith Saurat, Stéphane Forget et Lisa Boudet-Valette

Autres participants SINTES

Dijon 2007

Coordination

Gérard Cagni

Enquêteurs

Sébastien Gallet, Lionel Grand, Magali Theuriet, Marion Ledin, Mélody Fourcault
Lyon

Coordination

Catherine Miachon

Enquêteurs

Christine Deris, Jo-Marie Collars, Joseph Villemagne, Florence Forgeot, Dominique Meunier, Observation 2008 : Jean-François Gicquel

Laboratoires d'analyses toxicologiques

AP de Marseille : laboratoire de toxicologie de l'hôpital Salvator (CEIP CAP)

Jocelyne Arditti, responsable scientifique
Hubert Bourdon

CHU de Caen : laboratoire de pharmacologie (CEIP)

Danièle Debruyne, responsable scientifique
Reynald Le Boisselier

Douanes : laboratoire interrégional des douanes de Paris

Marie-José Parent, responsable scientifique
Catherine Rossi

Laboratoire de Toxicologie et génopathies du CHRU de Lille

Luc Humbert, chef de service

Gendarmerie : laboratoire de l'IRCGN

Martine Perrin, chef de laboratoire

Police : laboratoire de la police scientifique de Lyon

Thierry Soto, chef de service
Fabrice Besacier
Laurence Dusourdy

Autres collaborations

Usagers de l'espace urbain Réseau ASUD

Investigations spécifiques

Catherine Reynaud-Maurupt (GRVS-Groupe de recherche sur la vulnérabilité sociale),

Partenariats institutionnels

AFSSAPS, Unité stupéfiants et le réseau des CEIP

Nathalie Richard et les pharmacologues du réseau des CEIP

OCRTIS

Marc Géný

Remerciements à tous les usagers de drogues aux professionnels ayant partagé de l'information ou participé aux enquêtes ou encore impliqués dans les différents groupes focaux « sanitaires », « répressifs » ou « usagers ».

Remerciements à l'ensemble des personnels des CAARUD pour leur participation à l'enquête ENa-CAARUD et pour les informations délivrées dans le cadre des questions qualitatives des rapports Asa-CAARUD ainsi qu'aux usagers des CAARUD.

Remerciement à nos collègues des différents pôles de l'OFDT pour l'information partagée.

AVANT-PROPOS

Pour la neuvième fois, ce rapport présente les principaux résultats issus du fonctionnement du dispositif TREND pendant les années 2007 et 2008, éclairés par les premières observations portant sur 2009.

L'objectif du dispositif TREND de l'OFDT est de fournir aux décideurs, professionnels et usagers, des éléments de connaissance sur les profils, les conditions de vie et les pratiques des usagers de produits psychotropes essentiellement illicites, sur les tendances récentes liées à ces usages et d'identifier d'éventuels phénomènes émergents. Ceux-ci recouvrent soit des phénomènes nouveaux, soit des phénomènes existants non détectés ou documentés par les systèmes d'observation en place. La mise à disposition précoce d'éléments de connaissance vise à permettre aux différents acteurs investis dans le champ de la toxicomanie d'élaborer des réponses en termes de décisions publiques, d'activité ou de comportement.

En effet, le dispositif permet l'accès à une information recueillie directement sur des « terrains » où les produits sont particulièrement présents ou consommés et au sein de populations à forte prévalence d'usage. Majoritairement qualitatives et validées par la confrontation des sources, ces données permettent d'identifier des phénomènes non encore perceptibles par les données quantitatives du fait de leurs caractères émergents et minoritaires.

Autour de lignes d'évolution majeures qui marquent le champ de l'usage de drogues en France, existe une importante hétérogénéité régionale, liée aux cultures locales, aux populations, à l'historique de l'usage et à la situation géographique (frontières en particulier). A fortiori dans le cas des tendances en constitution, il est rare qu'un phénomène apparaisse d'emblée sur tous les sites d'observation. Lorsque c'est le cas, il ne s'agit généralement plus d'un fait émergent. Ainsi parmi les phénomènes identifiés comme émergents sur un ou deux sites, certains se diffuseront pour constituer une tendance « nationale », d'autres resteront localisés voire même disparaîtront.

GUIDE DE LECTURE

Le rapport se structure autour de deux grandes parties :

- une approche transversale qui s'intéresse aux populations usagères, aux modes d'usage, à l'état de santé des usagers de produits psychotropes et aux éléments de contexte concernant les trafics locaux et le respect de la loi ;
- une approche par produit où sont examinées les caractéristiques propres à chacun d'entre eux : disponibilité, usagers du produit, modes d'usage, perception et problèmes sanitaires particuliers.

Si ce rapport cherche avant tout à décrire « ce qui bouge », la restitution systématique de certaines données qualitatives ou quantitatives récentes, qu'elles soient ou non l'objet d'évolutions remarquables, a été conservée. Il nous est cependant apparu indispensable de séparer la description de la situation et les tendances déjà clairement affirmées, des évolutions en cours. Ces derniers éléments sont réunis à la fin de chaque chapitre (ou ensemble de chapitres en ce qui concerne l'approche transversale).

Les pages concernées par ces « phénomènes marquants » sont clairement identifiables par un fond bleu et peuvent être lues isolément.

En dépit des efforts réalisés pour éviter de développer plusieurs fois les mêmes observations, les deux approches, transversale et par produit, se recoupent et certains phénomènes peuvent être plusieurs fois abordés. De la même manière, compte tenu des polyusages, certaines informations concernant des groupes d'usagers de produits peuvent apparaître quelque peu redondantes. Il arrive également que les parties « Phénomènes marquants » reprennent certaines informations délivrées par les parties descriptives de la situation. Ces redites sont cependant inévitables dans la mesure où chaque partie est conçue pour pouvoir être lue isolément.

Concernant l'approche par produit ou groupe de produits, le plan couramment utilisé ici pour chacun d'entre eux est le suivant :

- une courte introduction présentant la substance ;
- un encadré « Données de cadrage », fournissant les données quantitatives plus générales disponibles (usages en population générale, activité des services répressifs...);
- un point « La situation » rendant compte de la situation générale et des tendances de fond ;
- un point « Phénomènes marquants depuis 2007 », qui fait état des évolutions remarquables observées entre 2007 et une partie de 2009. En cas d'absence d'évolution marquante, ce sous-chapitre n'apparaît pas.
- un dernier point intitulé « A signaler » clôt certains chapitres. Il rend compte d'éléments jugés plus ponctuels survenus au cours de cette période.

Par ailleurs, les rapports des sites qui contribuent au réseau TREND sont publiés conjointement à ce présent rapport. Le lecteur est invité, lorsque ceux-ci sont cités, à se reporter à ces rapports afin d'obtenir certaines descriptions plus précises (situations, usagers, modes d'usage, marchés...) ou des témoignages d'acteurs ou d'usagers.

ORGANISATION ET MODALITÉS DE FONCTIONNEMENT DU DISPOSITIF TREND

L'OBJET DE L'OBSERVATION

Le dispositif TREND vient en complément des grandes sources traditionnelles d'information quantitatives.

En termes de population, TREND s'intéresse essentiellement aux groupes particulièrement consommateurs de produits psychoactifs.

En termes de produits, il est orienté en priorité en direction des substances illicites ou détournées, à faible prévalence d'usage, lesquelles échappent généralement aux dispositifs d'observation classiques en population générale. Dans ce cadre, six thématiques principales ont été définies, qui structurent les stratégies de collecte et d'analyse des informations :

- les groupes d'utilisateurs de produits ;
- les produits ;
- les modalités d'usage de produits ;
- les dommages sanitaires et sociaux associés à la consommation de drogues ;
- les perceptions et les représentations des produits ;
- les modalités d'acquisition de proximité.

LES ESPACES D'INVESTIGATION

Dans les différents sites du dispositif TREND, les deux espaces principaux d'observation sont l'espace urbain et l'espace festif techno. Si les pratiques qui s'y déroulent (trafic, consommation) présentent un intérêt, au même titre que celles qui se tiennent ailleurs, ces cadres d'observation valent surtout par la possibilité qu'ils offrent de rencontrer, dans des lieux ou des temps que l'on peut circonscrire, une part importante des utilisateurs de drogues. Le choix de ces deux espaces en par-

ticulier tient aussi à la forte probabilité de repérer, parmi les populations qui les fréquentent, des phénomènes nouveaux ou non encore observés même s'ils ne sauraient épuiser à eux seuls la réalité de l'usage de drogues aujourd'hui en France.

L'espace urbain, défini par TREND, recouvre essentiellement le dispositif des structures de première ligne, boutiques et PES (Programme d'échanges de seringues), et les lieux ouverts (rue, squat, etc.), devenues CAARUD (Centres d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques des usagers de drogue) en 2006. La plupart des personnes rencontrées dans ce cadre sont des usagers problématiques de produits illicites dont les conditions de vie sont fortement marquées par la précarité.

L'espace festif techno désigne les lieux où se déroulent des événements organisés autour de ce courant musical. Il comprend l'espace techno dit « alternatif » (free parties, rave parties, teknivals) mais aussi les clubs, les discothèques ou les soirées privées.

En 2007, a été ouvert au sein de l'espace festif, un sous-espace d'observation, limité à Paris et à Toulouse : l'espace festif gay ou « le milieu du clubbing homosexuel ». Les populations qui fréquentent cet espace ont des prévalences de consommation de drogues relativement importantes par rapport à la population générale du même âge [1-2]. Si une part de cet usage de drogues se distingue peu de celui des usagers festifs « techno » tout venant, il existe des types d'usage qui s'en distinguent, par les intentionnalités d'usage, par le choix de certains produits et les circonstances de leur utilisation. À travers les établissements dit *gay friendly* (non réservés aux gays mais où ils y jouent un rôle prépondérants dans l'orientation des tendances), certains usages peuvent être repris par des groupes plus larges de personnes familières des psychotropes. Ce phénomène a d'ailleurs été vérifié par deux fois depuis le démarrage de l'observation sur cet espace à travers la diffusion de la consommation des poppers d'une part et du GHB/GBL d'autre part.

À l'intérieur de chacun de ces espaces évoluent des populations d'usagers très différentes, allant des personnes les plus précaires fortement marginalisées aux usagers socialement insérés. Depuis quelques années, on observe une porosité croissante entre ces espaces, liée notamment à l'existence d'une population précarisée constituée de jeunes « errants » qui fréquentent tant les structures de réduction des risques en milieu urbain (CAARUD) que les événements festifs techno du courant alternatif.

La volonté de centrer l'observation sur les populations – la définition d'espaces d'observation n'étant qu'une facilité méthodologique – amène fréquemment le dispositif à voir au-delà de ces derniers, en suivant les groupes qui y transitent (et plus pratiquement en interrogeant les observateurs-clés qui peuvent suivre les usagers en dehors des espaces d'observation défini ainsi que les usagers eux-mêmes) : espaces privés, banlieues et zones péri-urbaines, zones d'approvisionnement etc. Pour autant, ces zones ne sont pas investiguées avec les mêmes moyens et les informations apportées sont plus floues.

Il est important de rappeler que ce dispositif se concentre sur des groupes de populations spécifiques beaucoup plus consommatrices de produits psychotropes que la population générale d'âge équivalent. Les constats qui en découlent ne peuvent donc être généralisés à l'ensemble de la population.

LE DISPOSITIF

Le dispositif TREND est principalement structuré autour d'un réseau de sept coordinations locales dotées d'une stratégie commune de collecte et d'analyse de l'information. Elles sont implantées en 2007 et 2008 à Bordeaux, Lille, Marseille, Metz, Paris, Rennes et Toulouse. Ces coordinations mettent en œuvre les outils d'observation continue et participent aux enquêtes et investigations spécifiques coordonnées par l'OFDT.

Une participation aux enquêtes est également proposée à deux anciens sites TREND : Dijon et Lyon.

Le dispositif s'appuie sur :

- des outils de recueil continu d'informations qualitatives mis en œuvre par le réseau de coordinations locales ;
- le dispositif SINTES (Système d'identification national des toxiques et des substances), système d'observation orienté vers l'étude de la composition toxicologique des produits illicites. L'ensemble des sites TREND fait partie du réseau SINTES auquel il faut ajouter Dijon et Lyon en 2007 et 2008 ;
- des enquêtes quantitatives récurrentes, notamment PRELUD (Première ligne usagers de drogues), réalisées auprès des usagers des structures de première ligne devenues CAARUD en 2006. Cette enquête, menée en 2006, fait suite à l'enquête « première ligne » menée entre 2000 et 2003 en métropole et dans certains DOM. Les données de PRELUD, enquête menée uniquement en métropole, sont donc comparées aux seules données métropolitaines de l'enquête « Première ligne ». Elles n'ont pas fait l'objet d'une publication spécifique mais sont présentes dans le rapport TREND précédent. Par ailleurs, depuis 2006, une nouvelle enquête biannuelle, pour laquelle tous les usagers des CAARUD ont été interrogés une semaine donnée est menée par l'OFDT à la demande de la Direction générale de la santé, ENa-CAARUD [3].
- des investigations thématiques qualitatives pour approfondir un sujet (par exemple les usagers errants et les nomades, l'injection en milieu festif, etc.) ;
- et l'utilisation des résultats de systèmes d'information partenaires à savoir :
 - l'enquête OPPIDUM (Observation des produits psychotropes ou détournés de leur utilisation médicamenteuse) des CEIP (Centres d'évaluation et d'information sur la pharmacodépendance), réseau dépendant de l'AFSSAPS (Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé) : description annuelle des usagers

essentiellement de CSST (Centres spécialisés de soins pour les toxicomanes) principalement et de leurs usages de substances psychoactives [4];

- Le dispositif d'information RECAP (Recueil commun sur les addictions et les prises en charge) de l'OFDT, recueil annuel visant à l'exhaustivité, d'informations concernant les usages et les prises en charge de chaque usager reçu dans un CSST ou un CCAA (Centre de cure ambulatoire en alcoologie) ou par une équipe de liaison hospitalière [5].

- le système d'information DRAMES (Décès en relation avec l'abus de médicaments et de substances) des CEIP, outil de recueil des décès liés à l'abus de substances ou de médicaments psychotropes signalés par les différents laboratoires partenaires réalisant des analyses toxicologiques dans le cadre médico-légal. DRAMES permet l'identification des substances impliquées dans les décès des personnes pharmacodépendantes ou ayant fait un usage abusif de substances psychoactives, médicamenteuses ou non, à l'exclusion de l'alcool ou du tabac [6].

- les enquêtes sur les usages de drogues en population générale : le Baromètre Santé (INPES/ OFDT) et l'enquête ESCAPAD (OFDT) [7-8] ;

- les données de l'OCRTIS (Office central pour la répression du trafic illicite des stupéfiants) qui portent sur les statistiques d'activité des services du respect de la loi et sur les décès par surdose [9].

L'ensemble des données locales est analysé et synthétisé par les coordinations locales, travail à l'origine des rapports de site. Chacun d'entre eux rend compte de l'état des usages de substances dans le cadre de l'agglomération concernée.

Chaque site fournit :

- une synthèse des observations de l'année ;
- une base de données qualitatives (notes ethnographiques, compte rendus des groupes focaux, etc.) indexées selon une stratégie commune à tous les sites ;

Les informations fournies par chaque site et les données nationales transmises par les systèmes d'information partenaires font l'objet d'une mise en perspective au niveau national à l'origine du rapport TREND.

LES OUTILS DE COLLECTE MIS EN ŒUVRE LOCALEMENT

Les outils de collecte dont disposent les coordinations locales sont les suivants :

Les observations de type ethnographique sont réalisées dans les espaces urbain et festif techno par des enquêteurs familiers du terrain. Ils s'intéressent particulièrement à la consommation de produits psychoactifs et aux phénomènes qui lui sont associés (préparation, vente, sociabilités spécifiques). Ces observateurs sont recru-

tés par le coordinateur local. Chacun est tenu de transmettre chaque mois ses observations. Trois notes de synthèse par espace sont rédigées au cours d'une année. Chaque note de synthèse repose sur les éléments issus d'un minimum de neuf comptes rendus d'observateurs.

Les questionnaires qualitatifs reposent sur des questions ouvertes adaptées à la réalité de chaque espace portant sur chacune des substances faisant partie du champ d'investigation du dispositif TREND. Pour l'espace urbain, les questionnaires sont remplis, en collaboration avec le coordinateur, par les équipes des structures bas seuil partenaires du réseau local. Pour l'espace festif techno, le remplissage est confié à des associations travaillant sur la réduction des risques intervenant dans cet espace.

Le recours aux groupes focaux s'inspire de leur utilisation par l'OMS (Organisation mondiale de la santé) lors de diagnostics rapides de situation. Il s'agit de réunir des personnes concernés par une thématique commune, mais ayant des pratiques et des points de vue diversifiés. Il est ainsi possible d'observer des convergences d'opinion (ou des divergences) sur l'absence, l'existence, le développement de tel ou tel phénomène. On peut ainsi produire de manière rapide des connaissances sur des évolutions relativement récentes. Les coordinateurs ont en charge jusqu'à trois groupes focaux :

- les groupes focaux sanitaires, qui rassemblent des professionnels investis dans la prise en charge sanitaire non exclusive d'usagers de drogues (addictologues, psychiatre, urgentiste, infirmière, généraliste, infectiologue...);
- les groupes focaux répressifs, qui réunissent des professionnels de l'application de la loi amenés à rencontrer fréquemment des usagers de drogues (police, douanes, justice...);
- des groupes focaux composés d'usagers ou d'ex-usagers impliqués dans des groupes d'auto-support. Les participants sont réunis pour une séance de travail de quelques heures. L'animateur et un assistant sont chargés d'animer la séance tout en orientant la discussion vers les thèmes privilégiés du groupe focal.

LES ÉTUDES OU LES INVESTIGATIONS SPÉCIFIQUES

Des études particulières¹ peuvent être entreprises pour éclairer des zones d'ombre ou des points problématiques.

C'est notamment le cas d'une étude quantitative sur les usages en milieu festif parue en 2007, d'une étude qualitative sur les usagers de plantes hallucinogènes, d'investigation qualitative et quantitative sur les usagers fréquents de cannabis, d'une étude sur le micro-traffic de cocaïne, etc. Au cours des années précédentes

1. Voir la rubrique « Publications », sur le site de l'OFDT <http://www.ofdt.fr>

ont été réalisés, par exemple, des travaux spécifiques, sur les usages non substitutifs de la buprénorphine haut dosage, sur les usagers de kétamine, sur les consommations dans les milieux de la prostitution, etc.

Des thématiques sont également régulièrement approfondies à l'aide des outils habituels du réseau, tels que les « nouveau migrants » en 2006 ou les pratiques d'injection en milieu festif (2007-2008).

LE DISPOSITIF SINTES

Le Système d'identification national des toxiques et substances (SINTES) est opérationnel depuis 1999. Au moment de sa création les objectifs du dispositif sont les suivants [10] :

- analyser la composition des produits circulants (dosage, identification de nouvelles molécules et logos) à partir des saisies effectuées par les services répressifs d'une part et des collectes réalisées par les acteurs socio sanitaires directement auprès des usagers d'autre part. Le résultat des analyses des produits collectés sont mis en ligne au fur et à mesure sur le site de l'OFDT sous forme d'une base de données au format « Access » et accessible à tous les partenaires du réseau.
- Le contexte de consommation à l'aide d'un questionnaire soumis à l'utilisateur lors de la collecte de son échantillon. Les questions portent sur le produit (prix, forme, voie d'administration, produits consommés en association) et sur l'utilisateur (âge, sexe, effets recherchés et ressentis).

Le réseau est formé de trois partenaires essentiels :

- les acteurs socio-sanitaires pour la collecte des produits auprès des usagers et le remplissage des questionnaires. Ils sont composés d'une part de travailleurs du champ sanitaire et social intervenant en toxicomanie (infirmiers, éducateurs, médecins) et d'autre part d'acteurs du milieu associatif intervenant dans le champ de la réduction des risques en milieu festif notamment l'association Médecin du Monde, le CEID à Bordeaux, l'association SPIRITEK à Lille et le CMSEA à Metz.
- Les laboratoires d'analyse toxicologique à qui sont adressés les échantillons collectés par les acteurs socio-sanitaires : le laboratoire de l'hôpital Salvator à Marseille (CEIP), le laboratoire du CHU de Caen (CEIP) et jusqu'en 2005 le laboratoire de l'hôpital Fernand-Widal à Paris (CEIP). Viendra par la suite le SCL laboratoire de Paris, et le laboratoire de toxicologie du CHU de Lille. L'analyse toxicologique des produits est généralement réalisée par chromatographie gazeuse couplée à la spectrométrie de masse.
- Les services répressifs pour la transmission des résultats d'analyse des produits saisis par leurs services : police (INPS de Lyon), douanes (SCL laboratoire de Paris) et la gendarmerie l'IRCGN à Rosny sous bois. Ces résultats permettent à l'OFDT de comparer les produits saisis avec ceux réellement consommés par les

usagers et sont aussi communiqués à l'OEDT (Observatoire européens des drogues et des toxicomanies) deux fois par an.

En 2006, le dispositif SINTES, élargit son champ d'investigation à toutes les drogues et non plus aux seules drogues de synthèse². L'objectif est d'apporter une meilleure connaissance du contenu toxicologique des produits qui circulent et d'identifier rapidement tous les nouveaux produits psychoactifs apparaissant sur le marché illicite en France.

Il se divise en deux volets :

■ **un volet « Observation »** qui propose annuellement un éclairage sur la composition d'un produit illicite particulier³. Ce volet s'inscrit sur le plan logistique dans la continuité du premier dispositif. Il s'appuie toujours en effet en grande partie sur le réseau TREND.

■ **Un volet « Veille »** qui constitue un élément de la veille sanitaire concernant tous les produits illicites. Les motifs de collecte peuvent être un effet secondaire inhabituel ressenti et rapporté par un usager, le caractère rare ou nouveau d'un produit (forme galénique ou composition annoncée), une commande de l'OFDT (demande de collecte d'héroïne après des cas groupés de surdoses dans une zone géographique donnée). La possibilité de collecte est élargie à toute personne travaillant en contact avec les usagers (directeur de CAARUD, médecin spécialisé en addictologie) et qui fait la demande à l'OFDT⁴. Ce dispositif est donc un lieu d'échange d'information et d'alerte sur les nouvelles drogues entre tous les partenaires du dispositif SINTES qu'ils soient acteurs du champ socio sanitaire travaillant auprès d'usagers de drogues (CAARUD, associations investies dans la réduction des risques, CIRDD, etc.), laboratoires toxicologiques des services répressifs ou non, institutions sanitaires françaises (AFSSAPS et réseau CEIP, InVS, DGS et MILDT) et partenaires institutionnels européens (OEDT).

2. Suite à la décision du Conseil de l'Europe du 10 mai 2005 relative à l'échange d'informations, l'évaluation des risques et au contrôle des nouvelles substances psychoactives.

3. 2006 : cocaïne ; 2007-08 : héroïne ; 2009 : produits de synthèses

4. Soit directement soit via la coordination de la région (12 régions possèdent une coordination régionale).